

Cote du document:	EB 2015/LOT/G.12
Date:	29 octobre 2015
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Centre technique de coopération agricole et rurale pour le Programme visant à faire du développement de filières locales pour les cultures vivrières et la pêche un levier afin d'améliorer la nutrition et de mettre en place des systèmes alimentaires durables dans les îles du Pacifique

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Fabrizio Bresciani
Économiste régional
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2098
courriel: f.bresciani@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2

Annexe

Faire du développement de filières locales pour les cultures vivrières et la pêche un levier afin d'améliorer la nutrition et de mettre en place des systèmes alimentaires durables dans les îles du Pacifique	3
--	---

Appendice

Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)	1
--	---

Sigles et acronymes

CTA	Centre technique de coopération agricole et rurale
-----	--

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Centre technique de coopération agricole et rurale pour le Programme visant à faire du développement de filières locales pour les cultures vivrières et la pêche un levier afin d'améliorer la nutrition et de mettre en place des systèmes alimentaires durables dans les îles du Pacifique, telle qu'elle est formulée au paragraphe 5.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Centre technique de coopération agricole et rurale pour le Programme visant à faire du développement de filières locales pour les cultures vivrières et la pêche un levier afin d'améliorer la nutrition et de mettre en place des systèmes alimentaires durables dans les îles du Pacifique

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé d'octroyer un don du FIDA au titre du guichet mondial/régional au Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) visant à Faire du développement de filières locales pour les cultures vivrières et la pêche un levier afin d'améliorer la nutrition et de mettre en place des systèmes alimentaires durables dans les îles du Pacifique. La proposition de don figure en annexe au présent rapport. Le CTA a été retenu par voie de concours à l'issue d'une sélection rigoureuse, sur la foi de ses capacités en matière de gestion financière et de ses compétences techniques.
2. Les dons du FIDA ont pour but d'élargir et de valoriser significativement le soutien apporté à l'agriculture paysanne et à la transformation du monde rural, contribuant de la sorte à l'éradication de la pauvreté rurale, au développement de l'agriculture durable ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la nutrition à l'échelle mondiale. Pour atteindre ces objectifs, les dons du FIDA doivent respecter les trois principes fondamentaux suivants: i) apporter une contribution significative à un bien public national, régional ou mondial en rapport avec le mandat du FIDA; ii) se concentrer sur les interventions pour lesquelles le financement sous forme de dons offre clairement une valeur ajoutée et un avantage comparatif par rapport aux prêts ordinaires; et iii) ne pas se substituer aux ressources ordinaires du budget administratif du FIDA.
3. Les objectifs du financement du FIDA sous forme de dons sont les suivants: i) promouvoir des démarches et des technologies innovantes, utiles aux pauvres et se prêtant à une reproduction à plus grande échelle pour accroître l'impact; ii) renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires; iii) accentuer le plaidoyer et l'engagement dans les politiques; et iv) générer des savoirs et les partager au profit de l'impact de développement. Les populations rurales pauvres et leurs organisations devraient être au cœur de chaque proposition de don afin que le FIDA remplisse son mandat en aidant ces populations à améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition, à accroître leurs revenus et à renforcer leur résilience.
4. Le programme proposé est conforme au but stratégique et aux objectifs du financement du FIDA sous forme de dons, tels qu'énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons. En particulier, il correspond à l'un des cinq domaines stratégiques prioritaires arrêtés par le FIDA pour 2015 en ce qui concerne les dons

au titre du guichet mondial/régional, qui consiste à contribuer à resserrer les liens entre les petits agriculteurs et producteurs ruraux et les filières. Ce don concorde également avec les principes adoptés par le FIDA à l'égard des petits États insulaires en développement, puisqu'il répond directement à chacune des priorités stratégiques du FIDA les concernant, notamment: la promotion de filières artisanales durables dans le domaine de la pêche, de l'aquaculture, de la mariculture et du poisson; et l'amélioration des perspectives d'emploi et de l'accès aux services financiers et aux marchés.

Deuxième partie – Recommandation

5. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme visant à faire du développement de filières locales pour les cultures vivrières et la pêche un levier afin d'améliorer la nutrition et de mettre en place des systèmes alimentaires durables dans les îles du Pacifique, accordera un don ne dépassant pas deux millions de dollars des États-Unis (2 000 000 USD) au Centre technique de coopération agricole et rurale. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Faire du développement de filières locales pour les cultures vivrières et la pêche un levier afin d'améliorer la nutrition et de mettre en place des systèmes alimentaires durables dans les îles du Pacifique

I. Contexte

1. Le Pacifique est une région à la fois atypique et contrastée qui compte plusieurs îles éloignées de tout, dont beaucoup sont confrontées à des défis analogues. Il n'est pas rare que leur superficie restreinte, leur économie peu diversifiée, l'éloignement par rapport aux grands marchés et la vulnérabilité en cas de crise se traduisent par une forte instabilité économique et fassent obstacle au développement socioéconomique.
2. Plus de 20 % de la population du Pacifique vit dans une grande précarité et n'est pas en mesure de satisfaire ses besoins élémentaires. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la pauvreté gagne du terrain. Outre la malnutrition, la médiocrité des soins de santé maternelle et infantile, l'eau contaminée et les inégalités qui se creusent sont également très préoccupantes.
3. Les îles du Pacifique dépendent de l'agriculture et de la pêche pour assurer l'alimentation quotidienne et les moyens de subsistance. Or la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé et les revenus sont aujourd'hui menacés en raison de plusieurs facteurs: baisse de la production agricole, dépendance accrue à l'égard des aliments importés sous l'effet de l'évolution des habitudes alimentaires, du changement climatique, de la surpêche et du braconnage, forte instabilité des cours des produits de base sur les marchés internationaux, et incapacité à adopter et appliquer les mesures et réglementations voulues.
4. Certains des pays les plus vulnérables face au changement climatique et aux catastrophes naturelles se trouvent dans les îles du Pacifique. Les marchés internationaux sont très instables et, la région étant fortement tributaire des importations, la population des îles du Pacifique risque de payer le prix fort pour importer de quoi nourrir la population et le bétail. Les dommages causés aux écosystèmes des récifs coralliens ont aggravé la pression qui s'exerce sur les stocks de poissons dont dépendent les communautés du Pacifique.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

5. Ce don permettra de faciliter la mise en place d'un environnement politique et réglementaire propice au développement des cultures vivrières et de la pêche à l'échelon local et de nature à permettre au secteur privé d'investir dans le développement de filières durables présentant un réel intérêt nutritionnel. Il vise également à faire prendre davantage conscience du potentiel que représentent la pêche et les aliments (transformés ou non) issus de la production locale dans la perspective du développement rural et de l'amélioration de la nutrition, et à disposer d'éléments pour étayer la concertation sur les politiques en faveur du développement de partenariats public-privé-producteurs.
6. Ce don contribuera à atteindre les objectifs 2 et 3 de la nouvelle Politique du FIDA en matière de dons, à savoir: renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires; et accentuer le plaidoyer et l'engagement dans les politiques. Il est également conforme à cette politique puisqu'il a pour ambition: i) de promouvoir des activités, technologies et méthodes innovantes; ii) de favoriser la sensibilisation, le plaidoyer, la concertation sur les politiques publiques et les réformes; iii) de renforcer les capacités des institutions partenaires, y compris les institutions régionales et nationales et les organisations agricoles; et iv) de générer des savoirs et de les partager au profit de l'impact de développement.

III. Le programme proposé

7. Ce programme a pour finalité de renforcer les capacités des gouvernements, des organisations paysannes, des organisations du secteur privé et des institutions infrarégionales des îles du Pacifique à élaborer des stratégies et des programmes, mais aussi à mobiliser des financements, de manière à développer l'accès des populations rurales pauvres à une alimentation saine et nutritive. Les objectifs du programme sont les suivants: i) mettre au point des feuilles de route nationales et des programmes de coopération infrarégionaux afin de favoriser l'essor de partenariats à l'initiative des parties prenantes reposant sur la collaboration public-privé; et ii) aider les gouvernements des pays et les institutions régionales à mettre en place un environnement politique et réglementaire propre à favoriser le développement de filières locales pour les cultures vivrières et la pêche.
8. Le groupe cible direct comprend les administrations et les organismes publics chargés du développement agricole et de la gestion des ressources naturelles, les entités du secteur privé, les ONG, les producteurs et les organisations à assise communautaire des pays visés. Les ménages ayant une femme à leur tête et les entreprises agricoles dirigées par une femme feront l'objet d'une attention particulière, et les jeunes seront encouragés à se lancer dans la création d'entreprises. Au moins 30% des participants aux activités relevant du programme seront des femmes, et 40% d'entre eux auront moins de 35 ans.
9. Les groupes indirectement visés comprennent: 40 000 agriculteurs, pêcheurs et producteurs et leurs organisations désireux d'investir dans des modes d'agriculture et de pêche prenant en considération les aspects nutritionnels et culturels; et les communautés rurales, en particulier dans les îles périphériques, qui tireront avantage de l'accroissement de leur capacité à produire et commercialiser des aliments locaux traditionnels.
10. Ce programme d'une durée de quatre ans portera sur les aspects suivants: i) développement de filières attentives aux aspects nutritionnels, culturels et écologiques; ii) concertation sur les politiques publiques à l'échelle nationale et infrarégionale et mise en place de partenariats; et iii) suivi et évaluation.
11. Composante 1: Développement de filières attentives aux aspects nutritionnels, culturels et écologiques. Ce volet comprendra: i) la détermination de filières locales pour les cultures vivrières et la pêche qui présentent un intérêt nutritionnel et culturel et qui contribuent à la biodiversité et à la résilience des paysages; ii) le recensement des obstacles politiques, réglementaires et institutionnels qui freinent le développement des filières locales pour les cultures vivrières et la pêche sélectionnées; et iii) la conception de stratégies et d'interventions des secteurs privé et public propres à favoriser le développement de filières locales pour les cultures vivrières et la pêche, et leur intégration dans les cadres de développement nationaux et les plans de développement sectoriels.
12. Composante 2: Concertation sur les politiques à l'échelle nationale et infrarégionale et mise en place de partenariats. Ce volet comprend: i) des plans d'action pour les filières retenues, qui seront élaborés dans le cadre de forums, tables-rondes, ateliers et consultations organisés à l'échelon infrarégional et national; ii) une assistance technique à l'élaboration de plans de développement local; iii) la rédaction des règlements et politiques nécessaires; et iv) l'appui à l'élaboration de plans de développement et de plans d'aménagement des paysages et de gestion des pêches intégrés et participatifs (comprenant notamment les cadres de résultats, le financement et les modalités de suivi).
13. Composante 3: Suivi et évaluation

IV. Effets escomptés

14. On attend de ce programme les effets suivants: i) mise en œuvre des feuilles de route et des programmes de coopération régionale à l'appui du développement de filières locales pour les cultures vivrières et la pêche dans le cadre de partenariats réunissant les différentes parties concernées; et ii) mise en chantier de réformes des politiques et réglementations nationales et régionales visant à favoriser le développement de filières locales pour les cultures vivrières et la pêche.

V. Modalités d'exécution

15. Le CTA mettra en place une unité de coordination du programme qui se chargera de gérer: l'exécution et l'administration du programme et l'établissement des rapports; les arrangements contractuels avec les organismes d'exécution; et l'appui technique, y compris en matière de gestion des savoirs. Le Centre veillera à ce que toutes les activités relevant du programme fassent une large place à l'information et la communication, notamment en faisant appel à des méthodes novatrices utilisant les technologies de l'information et de la communication. Le CTA constituera et animera une communauté d'internautes consacrée à l'agriculture, aux revenus et à la nutrition dans le Pacifique, de manière à proposer un espace public permettant de mettre les informations utiles à la disposition du plus grand nombre et de lancer le débat sur des questions cruciales. Ce site servira à centraliser les données concernant les produits et les effets directs. Le CTA sera également chargé de veiller à la qualité finale de toutes les publications rédigées dans le cadre du programme.
16. Les membres du réseau d'organisations nationales du secteur privé qui composent l'Organisation du secteur privé des îles du Pacifique (PIPSO) serviront de coordonnateurs nationaux pour le secteur privé et animeront les activités de concertation menées au niveau des pays en ce qui concerne les plates-formes de collaboration à l'échelle des filières. La PIPSO jouera un rôle de premier plan dans la recherche et les interventions dans le domaine scientifique (crédits à l'innovation par exemple); elle s'emploiera à mettre en place des filières d'envergure régionale, et elle participera à la collecte et l'analyse de données pour les besoins du suivi-évaluation.
17. Par ailleurs, le CTA tirera parti des partenariats qu'il a noués avec les universités des îles du Pacifique pour renforcer les capacités et intégrer les enseignements tirés dans leurs programmes d'enseignement et de vulgarisation.
18. L'unité de coordination du programme mise en place par le CTA se composera d'un chef d'équipe responsable de la coordination du programme, assisté de spécialistes des différents domaines qui veilleront à l'efficacité, l'efficience et la qualité de l'ensemble des activités. Cette unité comprendra aussi un responsable des opérations également chargé du suivi-évaluation et un assistant de recherche en poste à Wageningen (Pays-Bas), ainsi qu'un chargé des communications et des rapports, un chargé de la gestion financière du programme et de l'appui aux opérations et un assistant administratif en poste à Suva (Fidji).
19. Les activités de suivi-évaluation reposeront sur un référentiel de suivi, évaluation et apprentissage qui devra être mis au point avant la fin du premier semestre d'exécution. Les indicateurs permettant d'évaluer les progrès et l'impact du programme proviendront: i) des plans d'action par filière approuvés par les parties prenantes ou les futurs partenaires; ii) des plans sectoriels nationaux révisés ou complétés avec la contribution d'éléments provenant des activités financées par le don; iii) d'un programme visant à appuyer les filières vivrières locales traditionnelles, qui a été approuvé et doit être exécuté par un organisme technique régional; et iv) des engagements à investir à l'appui des plans d'action et des plans sectoriels nationaux approuvés.

20. Des rapports rendant compte des différents aspects du programme seront transmis chaque année au FIDA. Ils présenteront les plans de travail et budgets annuels, les états de dépenses correspondant à l'exercice précédent et des éléments détaillés concernant l'état d'avancement du programme établis à partir du cadre logique. Les rapports annuels d'activité s'attacheront à: i) faire le point sur les activités entreprises par rapport aux activités prévues dans le plan de travail et budget annuel, et sur les produits obtenus au regard des cibles arrêtées; ii) mettre en évidence les principales réussites et lacunes, y compris en ce qui concerne les savoirs et l'apprentissage, ainsi que les liens établis avec d'autres projets; iii) décrire les problèmes rencontrés, les mesures prises pour y remédier et le suivi nécessaire, en désignant les responsables; et iv) rendre compte de l'impact du programme sur le groupe cible au regard des objectifs et des buts poursuivis dans le cadre de ce don.
21. Dans les six mois qui suivent l'achèvement du programme, l'organisme d'exécution soumettra un rapport final d'achèvement rendant compte de la mise en œuvre du programme, des coûts, des activités entreprises, des résultats et de l'impact, et des avantages qui en découlent.
22. Le programme financé au moyen de ce don fera l'objet d'une supervision annuelle pendant les quatre années que durera son exécution. Le responsable du don se chargera de la supervision et de l'appui à l'exécution, en concertation avec le Chargé de programme de pays du FIDA pour les îles du Pacifique, le Coordonnateur sous-régional du FIDA et l'équipe de pays du FIDA basée à Jakarta. Dans un souci de rationalisation, les missions de supervision et d'appui à l'exécution seront organisées parallèlement à d'autres missions effectuées par le FIDA dans les pays visés.
23. Le plan de gestion des savoirs utilisera au mieux l'expérience acquise par le CTA dans ce domaine. Le Centre a mené des activités de renforcement des capacités en matière de gestion des savoirs et mis en place des plates-formes d'apprentissage en ligne et d'échange de savoirs avec les organisations qui sont ses partenaires dans le Pacifique, notamment le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, le Groupe du fer de lance mélanésien, le Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique et la PIPSO.
24. Le CTA devra se charger des tâches suivantes: tenir des registres et des comptes distincts pour le don, établis conformément aux principes comptables internationalement reconnus; soumettre chaque semestre au FIDA des états de dépenses non vérifiés; et faire en sorte que l'ensemble de la période d'exécution du programme fasse l'objet d'un audit. Des lettres d'opinion distinctes concernant les états de dépenses dûment établies par un commissaire aux comptes indépendant devront être présentées au FIDA. Les états de dépenses et les rapports d'audit devront présenter un état consolidé des dépenses engagées par le CTA et les partenaires d'exécution. Cependant, le CTA sera seul responsable devant le FIDA, en dernier ressort, en ce qui concerne la gestion du produit du don et l'information financière. En outre, le CTA devra faire vérifier chaque année ses comptes institutionnels par un commissaire aux comptes indépendant, conformément aux normes internationales d'audit, et remettre au FIDA, dans les six mois suivant la fin de chaque exercice budgétaire, une copie de ses états financiers vérifiés se rapportant au don du FIDA.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

25. Le montant total du don du FIDA s'élèvera à 2,00 millions d'USD; le CTA apportera un cofinancement d'un montant de 2,12 millions d'USD.

Tableau 1

Coût par composante et par source de financement
(en USD)

<i>Composante</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total</i>
1. Généralisation de filières attentives aux aspects nutritionnels, culturels et écologiques	910 000	910 000	1 820 000
2. Concertation sur les politiques publiques à l'échelle nationale et infrarégionale et mise en place de partenariats	477 500	477 500	955 000
3. Suivi et évaluation	60 000	60 000	120 000
4. Autres coûts	424 500	534 000	958 500
5. Frais administratifs	128 000	138 500	266 500
Total	2 000 000	2 120 000	4 120 000

Tableau 2

Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
(en USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total</i>
1. Salaires et indemnités	300 000	384 000	684 000
2. Frais de voyage et indemnités	550 000	468 500	1 018 500
3. Biens, services et intrants	-	150 000	150 000
4. Ateliers	108 000	106 500	214 500
5. Équipement et matériel	105 000	105 000	210 000
6. Coûts de fonctionnement	40 000	-	40 000
7. Consultants	769 000	767 500	1 536 500
8. Frais généraux/frais de gestion	128 000	138 500	266 500
Total	2 000 000	2 120 000	4 120 000

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal (impact)	To contribute in strengthening the capacity of Pacific Island governments, farmer and private sector organizations, and sub-regional institutions to develop strategies and programmes, as well as mobilise financing, that can effectively enable poor rural people to increase their access to nutritious and healthy food	Increased production, consumption and trade of nutritious, culturally and environmentally sensitive foods (crops and fish). Local communities and public and private sector representatives setting the agenda for enterprise development and innovation in agriculture and agro-enterprise development for income generation and health and wellness. Pacific policymakers and agro-entrepreneurs reached by the project adopt innovative policy and institutional changes for agro-enterprise development. 40,000 farmers and small-scale producers benefit from the project, among which 30% are women.	Focus group discussions Surveys Stakeholders workshop Documentation review	
Objectives (outcomes)	1. Roadmaps and regional cooperation programmes for the development and upgrading of local food crop value chains and fisheries are implemented through multi-stakeholder partnerships	A regional roadmap for the development and upgrading of the fisheries value chains developed through multi-stakeholder partnerships A regional roadmap for the development of roots and tubers value chains 7 national plans for value chain development and upgrading and integrating nutrition concerted through public-private-producer-partnerships Both public and private sector stakeholders take steps (make investments/adopt policy changes) to implement the regional roadmaps and at least three of the national plans.	Project reports and documentation reviews Supervision missions Stakeholder workshops	Key decision making bodies and stakeholders at the regional and national levels are willing and convinced to incorporate proposed changes and to mobilise their resources and capacities to support scaling up, and mainstreaming of policy proposals to inform development programmes in the regional and also at the national level. There are no major natural disasters or political events that shift regional or national priorities and attention to the sector.
	2. National and regional policy and regulatory reforms are undertaken to support the development and upgrade of local food and fisheries value chains.	Policies and regulatory frameworks analysed and synthesis reports published and being used. Policy briefs informing decision makers and policy bodies being used/referenced In at least three of the countries, policy recommendations coming from the project are implemented.	Documentation reviews Interviews with key stakeholders Review of policy studies Stakeholder workshop	
Outputs	1. Bottlenecks and opportunities for the development of fisheries and root crops value chains	At least six national research studies through literature reviews and consultations with experts At least six seed funding proposals for piloting	Research reports Project reviews and documentation	The knowledge generated is effectively disseminated, reviewed, validated and reasonably appropriated by keys stakeholders.

Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<p>and identified.</p> <p>2. Proposals for piloting good practice for selected nutritious, cultural and environmentally – sensitive VCs documented</p> <p>3. Action plans developed for improving the production and sale of nutritious, cultural and environmentally – sensitive Pacific local foods developed.</p> <p>4. Pacific communities' leaders engaged in profitable agro-based enterprises.</p> <p>5. Capacities in agribusiness and VC finance developed</p> <p>6. PPPP policy proposals and agendas drafted.</p> <p>7. Agreements reached among regional stakeholders established to guide the development of roadmaps and national plans</p> <p>8. Regional standards and regulations for agro-enterprises drafted.</p> <p>9. State of the art / knowledge for the development local food crops and fisheries value chains</p>	<p>agriculture/nutrition/income and sustainability issues</p> <p>At least six actions plans & innovation credit scheme being used for upgrading business enterprises</p> <p>At least six communities from the Pacific participating in agribusiness enterprises and producing more local nutritious foods, including women and young entrepreneurs</p> <p>At least two training modules on agribusiness and VC finance</p> <p>At least 360 stakeholders trained in 18 national training seminars / workshops, including women entrepreneurs and young leaders</p> <p>At least seven community based/national nutrition education campaigns on nutritious local foods.</p> <p>At least four policy proposals and agendas developed through action-oriented workshops with community leaders and value chain stakeholders</p> <p>At least three sets of guidelines, principles and priorities for policy and programmatic development in priority value chains</p> <p>Proposals on key standards and mechanisms available for the operation of small-scale agro-enterprises</p> <p>At least 18 major publications including policy briefs, research papers and reports on lessons learned</p>	<p>Project reports Project reviews with experts</p> <p>Project reports Project reviews with experts</p> <p>Project reports Supervision missions Interviews with community leaders Workshop and seminars reports</p> <p>Project reports Review of training modules Workshop report and participants records</p> <p>Project reports Documentation reviews Interviews with key stakeholders</p> <p>Project reports Documentation reviews Interviews with key stakeholders</p> <p>Project reports Documentation reviews Interviews with key stakeholders</p> <p>Project publications Peer review Stakeholders workshops</p>	<p>This involves establishing good synergy with existing programmes, capitalising on experience and drawing lessons. It also involves taken a proactive role in informing key policy and decision making bodies at the regional and national levels.</p> <p>Effective partnerships and implemented particularly with private sector entities, consumers and academics to support the promotion and engagement of project objectives.</p> <p>Regional resources and capacities are effectively mobilised in support of the project objectives.</p>